

LES NOUVELLES DU GRIP

Lettre d'information
du Groupe de recherche
et d'information sur la paix
et la sécurité (GRIP)

Trimestriel n° 23 – 1er trimestre 2002
GRIP - Rue Van Hoorde, 33
B - 1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
E-mail: admi@grip.org
Website: www.grip.org
Ed. resp.: Bernard Adam
(Dépôt 1030 Bruxelles 3)

Le GRIP est une organisation
d'éducation permanente,
reconnue – et soutenue – par
la Communauté française.

Les « bonnes affaires » des guerres présentes et à venir

Tragédie pour les uns – les milliers de familles meurtries par la perte d'un proche, à New York comme à Kaboul, à Kandahar ou à Washington –, les attentats du 11 septembre et la riposte militaire américaine se révèlent au fil des semaines un véritable « cadeau du ciel » pour d'autres.

Désertées pendant deux ans (1999-2000) par des investisseurs davantage séduits par les nouvelles *start-up* du secteur de l'Internet et des technologies de l'information, les industries américaines de l'armement commencent, début 2001, à retrouver la confiance des marchés. On sait que leur traversée du désert n'aura été que de courte durée. La bulle des « .com » n'a pas tardé à imploser. Echaudés par la volatilité de la « nouvelle économie », et confortés par une tendance haussière du budget de la Défense, les investisseurs s'en sont prudemment retournés vers les valeurs sûres que sont les industries de l'armement.

Ce regain d'intérêt pour le secteur de l'armement était perceptible dès le printemps 2001, mais le 11 septembre aura été le signal fort qu'attendaient les investisseurs institutionnels, déjà mis en appétit par la hausse de budget de la Défense 2002, annoncée par le président Clinton (324 milliards USD, soit +12,8% par rapport à 2001). Wall Street donnait le signal dès sa réouverture après les attentats, le lundi 17 septembre. Aux termes de cette première journée, les cours des titres liés à l'armement se sont littéralement envolés, enregistrant des gains de l'ordre de 15 à 30%. Les analystes financiers, convaincus que la guerre contre le terrorisme nécessiterait surtout du capital humain plutôt que des armements sophistiqués, avaient annoncé qu'il s'agissait d'une bulle spé-

culative de courte durée. Ils se sont sérieusement trompés.

Six mois après la réouverture de Wall Street, l'engouement des investisseurs pour l'armement reste intact. Le prix par action a enregistré des gains de 20 à 80%, voire davantage, pour tous les principaux contractants du département de la Défense. Les marchés s'organisent pour le long terme: afin de répondre à l'intérêt des investisseurs, l'*American Stock Exchange* a décidé, en octobre 2001, de créer un indice spécifique au secteur de la défense (*Amex Defense Index*, DFI), et d'autres places financières suivront l'exemple.

Budget en hausse

Les industries de l'armement ne regardent pas à la dépense pour assurer leurs arrières. Des armées de lobbyistes arpentent chaque jour les couloirs du *Capitol Hill*. Lockheed Martin, premier groupe mondial de l'armement, acteur majeur dans le domaine des armes nucléaires, de la défense anti-missiles et de l'aéronautique militaire, et récent vainqueur (face à Boeing) du plus gros contrat d'armement de tous les temps – 200 milliards USD pour produire le *Joint Strike Fighter* – a consacré au cours de l'année 2000 quelque 9,8 millions USD pour ses activités de lobbying auprès des membres du Congrès, de l'Administration ou du Pentagone.

L'opération se révèle payante, comme en témoigne le budget proposé le 4 février par le président Bush. Le budget de la Défense pour 2003 devrait s'élever à 379,3 milliards USD, soit une hausse de 14% par rapport à l'exercice 2002, la plus importante depuis 21 ans! Et il ne s'agit pas d'une simple hausse conjoncturelle dictée par

A VOS AGENDAS!

**Le 25 avril: Conférence
sur les enfants-soldats en Afrique**



(voir en page 8)

(suite page 2)

Livres reçus

Voyage dans le demi-siècle

Gérard Chaliand et Jean Lacouture, *entretiens croisés avec André Versaille, Complexe, Bruxelles, 2001, 629 p.*

Ils ont traversé ce demi-siècle, en témoins engagés, chacun à sa manière. Présents dans plusieurs conflits qui ont ravagé la planète, ils ont eu la possibilité de rencontrer des acteurs clés. Ces entretiens sont aussi une réflexion critique sur notre manière de penser l'actualité, une remise en cause de notre regard sur « les autres ». C'est un dialogue passionnant, pètri de sagesse, rigoureusement structuré dans la chronologie et la thématique des grands événements.

Quelle géopolitique au XXIème siècle ?

Gérard Dussouy, *Complexe, Bruxelles, 2001, 405 p.*

Le concept de géopolitique est revenu à l'avant-scène avec la fin de la Guerre froide. Critiquée pour son manque de méthode des débuts, cette « territorialisation » de la politique internationale fait maintenant l'objet d'une approche intégrant différents facteurs du « système monde ». L'auteur nous invite à explorer autrement les relations humaines et à faire un peu de prospective. Des intitulés comme « Les Etats-continentaux à l'épreuve des réalités humaines » sont assez éloquentes sur la croyance à l'élargissement des espaces politiques. L'ouvrage est cependant d'une lecture plutôt ardue.

L'empire du milieu Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide

Pierre Mélandri et Justin Vaïsse, *Odile Jacob, 2001, 550 p.*

Empire du milieu : c'est ainsi que s'appelaient la Chine ancienne, se voyant en hyperpuissance (fragile) au cœur du monde. En effet, l'Amérique n'est pas celle que l'on croit parfois : insuffisances et faiblesses, contradictions et incohérences ont été nombreuses. Un essai très argumenté et documenté qui couvre une période d'une dizaine d'années, en gros les présidences Bush père et Clinton 1 et 2. L'analogie chinoise se poursuit dans la description de la complexité des arcanes du pouvoir, l'hésitation entre centre et périphérie, ouverture et repli.

L'arme chimique

Claude Meyer, *Ed. Ellipses, Fondation pour les études stratégiques, Paris, 2001, 447 p.*

Tout (ou presque) ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'arme chimique. Osez le demander en surmontant la forme un peu trop académique, et vous serez fixés sur ses différents aspects : historiques, diplomatiques, stratégiques, technologiques... Malgré la Convention d'interdiction des armes chimiques entrée en vigueur en 1997, tout n'est pas gagné. Par ailleurs, les Etats-Unis menacent de dénoncer les accords de 1972 sur les armes biologiques...

(suite page 4)

la riposte aux attentats. La croissance du budget de la Défense américain est assurée pour les années suivantes, jusqu'à atteindre 451,4 milliards USD en 2007, ce qui correspondra finalement à une hausse de 73,75% pour la décennie 1997-2007.

Pourtant, ce budget ne réjouit pas tout le monde. La hausse de 14% accordée pour 2003 s'inscrit en effet dans un budget de l'Etat qui, hors dépenses de défense et de sécurité intérieure, n'affiche qu'une hausse de 2% par rapport à l'exercice précédent (contre 7% en moyenne les exercices antérieurs). Pas question pour autant de renoncer, ne fût-ce que partiellement, aux spectaculaires réductions de taxes promises (estimées à 600 milliards USD d'ici à 2010).

C'est en détournant le surplus de la sécurité sociale – qui sera désormais en déficit jusqu'en 2005 au moins – que seront financés les programmes d'armement. Or, ces surplus étaient initialement destinés au paiement de la dette et à une réforme du système de pension, deux objectifs pourtant considérés comme prioritaires il y a neuf mois encore.

Paradoxalement, les critiques émanent aussi des militaires. Certes, les hausses de budget permettront de développer des systèmes d'armes dont ils ne pouvaient que rêver jusqu'ici. Mais nombreux sont ceux qui déplorent des choix totalement ignorants des besoins révélés par la guerre en Afghanistan. Pour renforcer sa capacité de projection de forces avec rapidité et précision sur d'énormes distances, le Pentagone demande des bombardiers à long rayon d'action, des avions sans pilotes, des missiles de croisière, des munitions de précision intelligentes. L'Administration lui répond en dépensant 12 fois plus pour la production de trois chasseurs tactiques concurrents – plus de 300 milliards USD pour le *Joint Strike Fighter*, le F-22 et le F/A-18 – que pour les avions sans pilotes, et en confirmant plus que jamais la nécessité d'un système de défense anti-missiles. De quoi faire grincer les dents dans les états-majors...

Seule l'industrie américaine de l'armement trouvera finalement son compte dans ces choix, et avec elle les nombreux managers et actionnaires issus du sérail républicain et de l'entourage du clan Bush : en termes d'af-

fairisme, Berlusconi fait ici figure d'enfant de chœur...

Le pygmée militaire

Le budget 2003 prévoit aussi d'affecter quelque 7 milliards USD supplémentaires à la R&D militaire. Cet effort scientifique considérable risque bien d'élargir encore le « fossé » technologique entre les capacités militaires américaines et européennes à un point tel qu'il sera impossible à l'Europe de le combler. Pour Richard Perle, président du *Defense Policy Board*, les capacités militaires européennes sont déjà « atrophiées au point d'être virtuellement inexistantes ».

Trop occupé à « gagner la guerre », le Pentagone n'entend donc plus s'entourer d'un allié européen qu'il considère désormais comme incompetent. Et finalement, aux Etats-Unis, seule l'industrie de l'armement a encore de bonnes raisons de garder un oeil attentif et intéressé sur le « pygmée militaire » européen, une expression que l'on doit à Lord Robertson, secrétaire général de l'OTAN. « *Les critiques américaines sur l'incapacité militaire de l'Europe sont justes* », a ajouté ce dernier. En réalité, le ton était donné dès le 26 septembre 2001 par le secrétaire adjoint à la Défense des Etats-Unis, Paul Wolfowitz, remplaçant Donald Rumsfeld à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN : il faut « *dépenser plus pour éviter des surprises horribles* ». Les ministres européens ont acquiescé – « *nous ne pouvons avoir une défense bon marché* » – et ont promis de redoubler d'énergie pour atteindre au plus vite les objectifs de l'« Initiative sur les capacités de défense » (DCI).

Certes, dans le même temps, ils demandent aux Etats-Unis de faciliter le processus de modernisation de la défense européenne, notamment en assouplissant les restrictions relatives aux transferts de technologies et en facilitant la coopération industrielle transatlantique en matière de défense. Cette demande sera vraisemblablement entendue. Dès décembre 1999 en effet, le rapport de la *Task Force on Globalization and Security*, établie au sein du *Defense Science Board* (l'organe chargé de conseiller le secrétaire à la Défense), concluait qu'un encouragement aux fusions et acquisitions transfrontalières ainsi qu'un assouplissement – en fait, une libéralisation

(suite page 6)

Echec du Zimbabwe: échec du dialogue politique?

Robert Mugabe vient d'être reconduit à la tête de son pays, au terme de ce que l'opposition zimbabwéenne et une partie de la communauté internationale estiment avoir été des élections truquées. Ces résultats viennent ponctuer un bras de fer engagé entre le vieux leader africain, son opposition et la plupart des chancelleries occidentales. L'opposition zimbabwéenne emmenée par le représentant du MDC (*Movement for democratic change*), Morgan Tsvangirai, a échoué de peu lors du scrutin des 9, 10 et 11 mars 2002.

Les Etats-Unis, l'Union européenne et plusieurs de ses Etats membres ainsi que les organisations financières internationales (contrôlées par ces pays) ont tous entériné et confirmé des mesures de sanctions politiques et économiques allant de limites imposées en matière de circulation à certains membres de l'élite politico-militaire zimbabwéenne, à la suspension pure et simple de la coopération structurelle.

Mais l'opinion publique africaine semble au contraire vouloir défendre le gouvernement actuel du Zimbabwe. Les pays africains du Commonwealth ont refusé les sanctions proposées par le Royaume-Uni contre le régime de Mugabe. L'Afrique du Sud vient de reconnaître la légitimité de cette (ré-)élection. La SADC, co-dirigée par l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, ne va sans doute pas condamner Robert Mugabe.

Démocratisation, déstabilisation?

Or, le Zimbabwe se débat dans une crise économique sans pareille. Robert Mugabe a ruiné économiquement et détruit politiquement son pays. Il l'a géré pour son seul profit personnel (il vient de s'octroyer un salaire présidentiel de 1,3 millions de dollars par an) et celui de l'oligarchie qui l'entoure.

Avec une inflation de près de 111% (rien qu'au mois de janvier 2002), une dette extérieure de 5 milliards d'euros,

un taux de chômage de 60% et un seuil de pauvreté qui atteint 80% de la population, les observateurs s'attendent à ce que le pays s'effondre et provoque dans sa chute une déstabilisation d'envergure dans toute l'Afrique australe.

C'est un tel calcul qui pousse l'Afrique du Sud à ne pas participer à une campagne de déstabilisation de son voisin en joignant sa voix à celle des condamnateurs de Mugabe.

Le paradoxe veut que le processus électoral soit considéré dans tous les textes de coopération au développement comme étant un des outils de renforcement d'un Etat de droit et de stabilisation démocratique. Après l'exemple de la Côte-d'Ivoire et maintenant celui du Zimbabwe, on est en droit de questionner la pertinence de l'accompagnement politique tel qu'il est actuellement envisagé ou appliqué par la communauté des donateurs mondiaux.

Un dialogue politique au service d'un renouveau politique africain

Autrement dit, qu'est-ce qui manque pour que les vertus de la bonne gouvernance (politique et économique) soient distillées au travers de la coopération au développement? La

Les observateurs s'attendent à ce que le pays s'effondre et provoque dans sa chute une déstabilisation d'envergure dans toute l'Afrique australe.

réponse à cette interrogation réside dans une approche de la coopération internationale qui privilégierait le qualitatif sur le quantitatif. La participation massive des électeurs zimbabwéens a démontré une adhésion populaire au système démocratique et une aspiration à un véritable Etat de droit.

Dès lors, un des enjeux fondamentaux de l'accompagnement politique des pays instables d'Afrique et d'ailleurs portera sur les mécanismes qui permettent aux populations et à leurs leaders de se rencontrer dans un processus de légitimation qui soit le fruit d'une maturation propre à ces sociétés politiques.

Félix Nkundabagenzi

Ce que les médias en ont dit...

« Commission européenne, GRIP, UNICEF, Amnesty, Croix-Rouge... Avec de tels parrains, ce livre s'annonce au mieux comme un

estimable rapport. Il est bien plus que cela, car au-delà de la froideur des chiffres (...), il permet d'imaginer la catastrophe personnelle, la tragédie humaine singulière que constitue chacun de ces 300.000 cas. (...) Les derniers chapitres du livre évoquent les stratégies mises en oeuvre pour tenter de conjurer la tragédie des enfants-soldats, pour obtenir leur démobilisation, pour assurer leur réinsertion. Rien n'a pu enrayer jusqu'à présent un phénomène en pleine expansion. L'exploit de ce livre, c'est de donner envie de participer à ce combat de Sisyphe. »

Humanitaire

« Certes, ce livre est dur et peut laisser indifférent tant le sujet est délicat (...), mais il est avant tout un ouvrage "scientifique" dans le sens où il pose des faits, s'appuie sur des analyses précises et propose des solutions concrètes. »

Revue des questions humanitaires



« Cet ouvrage collectif comble une lacune: proposer une

approche globale et des lignes directrices pour créer des situations de paix durable. (...) Un maximum de pistes et de modes d'interventions sont analysés qui seront utiles aux travailleurs de terrain. Didactique et pratique, ce vade-mecum envisage successivement la préparation du terrain, le travail et la survie sur le terrain. »

Lectures

Livres reçus

Les guerres qui menacent le monde

Interviews par Béatrice Bouvet et Patrick Denaud, éd. du Félin, Paris, 2001, 140 p.
Menaces terroristes, accidents nucléaires, conflits locaux ou mondiaux : quelques-uns des meilleurs experts français nous parlent de ces guerres potentielles ou en cours. Le travail est intéressant à un autre titre : chaque intervention (il y en a une bonne vingtaine en tout), est axée autour d'un problème ou d'une région spécifique.

Rwanda : La descente aux enfers Témoignage d'un peacekeeper, Décembre 1993 - Avril 1994

Colonel Luc Marchal, éd. Labor, Bruxelles, 2001, 335 p.

Libéré de ses obligations de réserve, avec le recul du temps, l'auteur nous livre sa vision de ce que fut sa mission de « gardien de la paix ». On le connaît surtout par rapport à la commission d'enquête parlementaire sur la mort des dix paras belges. Au-delà, il évalue l'ensemble de l'opération et les causes de son échec tragique, les leçons à en tirer. Il situe les responsabilités du côté onusien, des décideurs politiques et de la hiérarchie militaire.

Dictionnaire de la mondialisation

Ss la dir. de Pascal Lorot, éd. Ellipses, Paris, 2001, 292 p.

Mondialisation, globalisation, anti-mondialisation, alter-mondialisation, quoi de nouveau ? Réalisé par l'Institut européen de géoéconomie, ce dictionnaire recense et analyse à travers 300 entrées un grand nombre des acteurs et des questions liés à ce processus planétaire. Un ouvrage sérieux, faisant preuve d'éclectisme fécond et de recherche d'objectivité.

Iran : l'illusion réformiste

Mohammad-Reza Djalili, Presses de Sciences Po, coll. La Bibliothèque du Citoyen, Paris, 2001, 126 p.

Comme son titre l'indique, l'auteur est pessimiste sur le succès de la réforme du régime telle qu'elle nous apparaît depuis 1997. Il nous décrit très bien les forces sociales et économiques, internes à la société iranienne, qui la poussent au changement. On aurait aimé que ce livre bien engagé s'approfondisse plus sur les perspectives économiques et la géostratégie de l'Iran.

Kosovo. Six siècles de mémoire croisées

In « Les annales de l'autre islam », n°7, mai 2001, INALCO-ERISM, Public. de l'Inst. nat. des langues et civil. orientales, Paris, 291 p.

Ce volume réunit les communications présentées à un colloque à Paris sur le Kosovo qui s'est tenu les 18 et 19 mai 2000. Il s'agit ici, entre autres, de décrire les relations des Albanais, musulmans ou chrétiens, avec les pouvoirs serbes et turcs, dans un passé plus ou moins lointain. Ces réflexions historiques illustrent la complexité des situations balkaniques.

(suite page 6)

George W. Bush et les traités internationaux

Lorsque George W. Bush fut élu président, en janvier 2001, il était clair qu'il y aurait une modification de la politique étrangère américaine. Les traités internationaux ne devaient pas gêner le développement de l'économie des Etats-Unis. Après le 11 septembre, certains ont espéré que l'administration Bush comprendrait les limites de cette attitude. Nous savons, aujourd'hui, qu'il n'y a aucun signe de changement dans l'attitude américaine.

L'unilatéralisme dans tous ses états

Les exemples les plus flagrants de la conception unilatéraliste des traités internationaux sont le Traité ABM de 1972 et les Accords de Kyoto. Pour des raisons de stratégie militaro-industrielle intérieure, George W. Bush veut développer son fameux bouclier antimissiles. Ce bouclier violant le Traité ABM de 1972, qui limite toute défense antimissiles, George W. Bush vient d'annoncer sa décision de renoncer au Traité, malgré la désapprobation de la Russie et des alliés des Etats-Unis. Quant aux Accords de Kyoto sur les gaz à effet de serre, Bush a décidé de ne pas les appliquer, sous prétexte qu'ils excluent les pays en voie de développement (ce qui est faux) et qu'ils

brideraient l'économie américaine. A part ces deux traités, il en est d'autres que les Etats-Unis bloquent, refusent de signer ou dont ils tentent de se désengager.

La raison de ce comportement des Etats-Unis est leur désir de ne pas être contraints par des traités internationaux et, notamment, de permettre à des inspecteurs étrangers de vérifier qu'ils suivent bien les accords.

Parmi leurs arguments, un des plus souvent invoqués est que les traités sur les armes sont des reliques de la Guerre froide. Les mesures de vérification seraient une menace pour la sécurité américaine, sans pour autant enrayer les tricheries des Etats voyous. Plutôt que de limiter leurs propres possibilités d'actions par des traités internationaux, les Etats-Unis doivent être libres de s'armer comme ils le désirent et d'utiliser leurs armes pour maintenir la paix sur terre.

Dans le domaine des armes nucléaires, le rejet américain du Traité de non-prolifération nucléaire et du CTBT pourrait être dû, selon certains, à la volonté de certains faucons de développer des « mini-nukes » et de bientôt tester l'arsenal actuel vieillissant.

La conception unilatéraliste de l'administration Bush concernant les traités

1972	Traité ABM (Anti-ballistic Missile)	Les Etats-Unis le dénoncent, pour pouvoir développer librement le système de défense antimissiles
1972	Convention sur les armes biologiques	Veto américain sur le protocole de vérification approuvé par tous les autres signataires
1991	Cooperative Threat Reduction	Les Etats-Unis ont coupé les aides destinées à aider la Russie à détruire ses armes
1993	START II et III	Défais « de fait » par les accords Bush-Poutine de démantèlement des armes nucléaires
1993	Convention sur les armes chimiques	Les Etats-Unis se réservent le droit de refuser les inspections
1995	Traité de non-prolifération nucléaire	Les Etats-Unis auraient violé le traité en aidant le Pakistan à développer son armement nucléaire
1996	Traité sur les essais nucléaires (CTBT)	Bloqué par les Etats-Unis, qui ont boycotté la réunion de l'ONU en novembre 2001
1997	Traité sur les mines anti-personnel	Les Etats-Unis ne signeront pas sans des exceptions
1997	Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre	L'administration Bush refuse de s'y associer
	Traité sur les matières fissiles	Les négociations sont bloquées par la Chine à cause du bouclier antimissiles américain

internationaux fait frémir. Il s'agit là d'une renonciation à des accords sig-



nés par ses prédécesseurs et donc d'un rejet de la parole donnée. Mais quel exemple pour le futur, lorsque d'autres Etats voudront, pour de multiples raisons, dénoncer des traités antérieurs qui les dérangent!

La sécurité collective préconisée par l'administration Bush est un discours en opposition flagrante avec ses actes.

Michel Wautelet

Etats-Unis: the Insecure Way of Life

L'inquiétant phénomène de profusion des armes à feu aux Etats-Unis a connu un regain spectaculaire depuis les attentats du 11 septembre.

En effet, la chute des *Twin Towers* a soulevé un vent de panique dans tout le pays, et ravivé un réflexe ancestral d'autodéfense: doutant de la capacité du gouvernement de les protéger, de nombreux citoyens ont acheté des armes à feu. L'augmentation des ventes a atteint 22% en septembre, octobre et novembre, selon les statistiques du FBI. Les achats d'armes ont culminé en octobre avec 1,02 millions de ventes (de l'arme de poing automatique au fusil d'assaut). Ces chiffres n'ont qu'une valeur indicative puisqu'ils ne concernent que les ventes déclarées.

Nouvelle chasse aux sorcières

Lors de son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, George Bush a demandé « à tous les Américains de consacrer au moins deux ans de leur vie, soit quatre mille heures, au service de leurs voisins et de leur pays », et les a invités « à faire partie du nouveau Corps de la liberté (*USA Freedom Corps*) », qui fait appel au patriotisme de tout un chacun pour combattre la menace terroriste au sein du *Citizen Corps* (un corps de volontaires).

Les citoyens peuvent entre autres offrir leurs services à la police, ou constituer des « patrouilles » pour le *Neighborhood Watch Program*. Comme son nom l'indique, celui-ci fait appel à la vigilance des citoyens pour

signaler aux autorités toute activité ou comportement « suspect ». La menace éventuelle se mesure à l'aune de critères tels que « *unusual mental or physical symptoms* »... De nombreux services « d'aide à la justice » monnaient la récolte d'informations, même d'origine anonyme.

Un climat de paranoïa collective s'est donc installé parmi la population, entretenu par les autorités. Tout désir de débat est assimilé à une trahison, intimidation et listes noires font leur réapparition, la pression du « politiquement correct » et la délation érigée en véritable institution sont à l'origine de limogeages, destitutions ou arrestations, si bien que certains parlent de « nouveau macarthysme ».

John Ashcroft, ministre de la Justice, a donné pour mission au FBI d'interroger quelque 5.000 hommes originaires de pays arabes. Le *US Patriot Act* semble donc avoir clairement identifié l'ennemi de l'Amérique.

Ce phénomène, ajouté à la surabondance des armes, explique l'inquiétante vague de crimes touchant les citoyens originaires d'Asie ou du Proche-Orient depuis le 11 septembre. En février 2002 déjà, on dénombrait mille sept cents cas d'incidents visant les membres des communautés arabe et musulmane.

L'Amérique arme ses ennemis

D'autre part, les lois américaines sur les armes sont tellement laxistes que le pays est devenu un véritable arsenal pour les mouvements terroristes.

(suite page 6)

Pour en savoir plus

Comment interpréter l'actuelle politique américaine en matière de défense et de sécurité? Deux ouvrages du GRIP vous aident à mieux comprendre et à situer les enjeux dans une perspective historique.

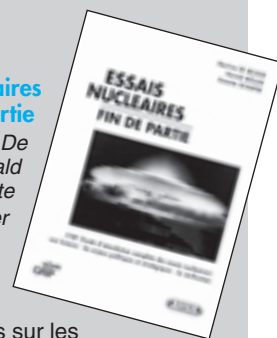
Essais nucléaires - Fin de partie

Martine De Becker, Harald Müller, Annette Schaper

Une série d'informations – réflexions sur les

enjeux du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires: la longue histoire du CTBT, la politique américaine en cette matière, l'épisode des derniers essais français, les difficiles négociations, la signification d'un tel traité, la vérification, les techniques de simulation.

N°214 – 112 pages – 9,80 euros.
ISBN 2-87027-656-7



Les Etats-Unis s'en vont-ils en guerre?

Préface et introduction: Paul-Marie de la Gorce

A propos de cette

Amérique si conquérante – et militariste –, il y a lieu de s'interroger. Dans cet ouvrage, une équipe internationale de spécialistes nous livre ses réflexions.

Et à l'heure où les va-t-en-guerre ont le vent en poupe, outre-Atlantique, ce livre se veut aussi un cri d'alarme.

Avec des contributions de Gilbert Achcar, Saïda Bédar, Paul-Marie de la Gorce, Christopher Hellman, Luc Mampaey, Harald Müller, Bernard Ravenel, Eric Remacle, Aris Roubos, Claude Serfati et William Walker.

N°249-250 – 160 pages – 12,27 euros.
ISBN 2-87027-832-2

Livres reçus

Les organisations internationales et les conflits armés

Ss la dir. de Madjid Benchikh, L'Harmattan, Paris, 2001, 308 p.

L'ouvrage est le résultat d'un colloque international organisé en mai 2000 à Cergy-Pontoise. Des conflits armés meurtriers déchirent de nombreuses régions du monde. Primauté des organisations internationales ou de la souveraineté des Etats, « licéité » des opérations se réclamant du droit d'intervention humanitaire, enjeu Nord-Sud de l'éthique humaniste et du droit de veto. Les spécialistes du droit international n'ont pas toujours d'avis unanimes quant à l'interprétation des textes, reflets des divergences politiques qui les séparent quant à l'élaboration d'un droit des organisations internationales face aux conflits armés.

L'aide humanitaire, aide à la guerre?

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Complexe, Bruxelles, 2001, 207 p.

« Des enquêtes de terrain révèlent des dysfonctionnements quant à la mise en œuvre de la distribution des secours. Faute d'évaluation à long terme, on ne connaît pas le véritable impact de l'aide. (...) Dans quelle mesure les effets pervers de l'aide en urgence l'emportent-ils sur les bénéfices attendus ? » Si la critique est fondée, elle doit aussi s'interroger sur les modèles de développements antérieurs aux conflits. Par ailleurs, l'assistance aux populations en danger et la non-acceptation du droit de la force sont à la base de nos valeurs.

La Pologne au XX^{ème} siècle

Ss la dir. de Teresa Wysokinska et Alain Van Crugten, Complexe, Bruxelles, 2001, 168 p.

Les textes réunis dans ce volume ont été présentés lors d'un colloque international organisé le 5 décembre 1998 à l'Université libre de Bruxelles. L'histoire de la Pologne contemporaine ne peut pas se résumer au combat entre l'Eglise catholique et l'Empire du communisme. Francis Balace raconte bien la formation de l'Etat polonais durant la période cruciale de 1918 à 1920. Le but du pays est désormais d'entrer dans l'Union européenne, c'est-à-dire réintégrer cette Europe dont elle a été si longtemps séparée.

L'Europe, l'Etat et la démocratie

Paul Magnette, Complexe, Bruxelles, 2001, 261 p.

L'Union européenne n'est pas un super Etat en construction, mais autre chose, de nouveau. Durant 40 ans, en qualité de communauté, puis de fédération d'Etats et/ou de régions d'Europe occidentale, elle nous a permis de prospérer et de jouir des libertés individuelles, dans le cadre apaisé de sa superstructure. Son ouverture massive aux pays d'Europe orientale sera un défi majeur à surmonter. Cependant, les nombreux contre-pouvoirs restent peu soumis au contrôle des peuples : il y a un réel déficit démocratique. Qui gardera les gardiens ?

Alain Reisenfeld

Les *gun shows* ou foires aux armes, permettent à tout un chacun d'acquérir facilement n'importe quel type d'armement. Des membres de groupes tels que le Jihad, le Hezbollah, l'IRA, s'approvisionnent périodiquement aux Etats-Unis.

Un membre d'Al-Qaida, Saïd Bahaji, actuellement en fuite, diffusait un manuel d'entraînement de six pages, dans lequel on peut lire : « Les combattants doivent impérativement tirer avantage de ces lois laxistes, et donc éviter les ventes illégales : "Respectez les lois du pays (...) Chacun peut se procurer des armes tout à fait légalement, il est donc inutile de passer des années en prison pour trafic d'armes." »

Il se tient aux Etats-Unis, chaque année, 4.500 foires de vente d'armes à feu. Aucune disposition du projet de loi pour contrer le terrorisme ne porte sur un contrôle plus serré de ces ventes.

Au cours de l'enquête menée sur les attentats du 11 septembre, John Ashcroft a refusé de laisser le FBI consulter les dossiers du département de la Justice sur les détenteurs d'armes à feu – afin de découvrir si un ou plusieurs terroristes avaient acheté des armes avant l'attaque. Le ministre Ashcroft se soucie davantage de ménager la NRA – *National Rifle Association*, le lobby américain des armes à feu – que d'aider le FBI à arrêter les criminels. En février 2002, il a exigé du FBI de focaliser les recherches sur les citoyens musulmans – qui sont victimes depuis d'arrestations, détentions ou expulsions totalement arbitraires –, tout en réduisant à l'essentiel les mesures concernant les acheteurs d'armes. Ces derniers pourraient en effet bientôt se voir accorder ou refuser le droit d'acheter une arme immédiatement lors de la demande – et non après cinq jours comme c'est le cas actuellement...

Sophie Nolet

(suite de la page 2)

Les « bonnes affaires » des guerres présentes et à venir

sation – des régimes applicables aux exportations d'armements et aux transferts de technologies (sauf pour quelques technologies pointues que se réservent les Etats-Unis), étaient dans l'intérêt de l'industrie américaine.

Les vraies priorités

Il est toutefois peu probable que cet « assouplissement » dans les relations industrielles transatlantiques du secteur de l'armement soit à l'avantage de l'industrie européenne. A supposer que les Parlements des pays européens se laissent convaincre de l'urgence d'accroître les budgets pour atteindre les objectifs de la DCI, le « fossé » technologique est tel qu'une Europe militaire efficace ne pourra se construire à court terme qu'avec des équipements essentiellement américains. C'est bien ainsi que l'entendent les Etats-Unis : lorsque se tarira la manne du Pentagone, ce sont les budgets européens qui devront assurer le chiffre d'affaires de Lockheed et consorts.

L'Europe, face au double défi de son élargissement et de la réforme de ses institutions, ne peut se laisser entraîner dans cette ruineuse inflation des

dépenses militaires. La hauteur des budgets militaires et la capitalisation boursière de Lockheed ou de Raytheon ne sont pas de bons indicateurs pour mesurer le chemin parcouru vers plus de sécurité et une paix durable.

La sécurité internationale et l'instauration d'une paix durable doivent être une priorité pour l'Union européenne. Cette priorité a un coût élevé que chaque Etat membre doit consentir à supporter. Mais ce serait une grave erreur que d'orienter l'essentiel de cet effort vers le développement de capacités militaires dont les aspects technologiques et décisionnels resteraient, qu'on le veuille ou non, subordonnés à la volonté de Washington. C'est, au contraire, en renforçant ses instruments de prévention des conflits et de gestion civile des crises, en adoptant une politique cohérente et volontaire en matière de coopération au développement et de gestion de la dette, et en se dotant d'une véritable diplomatie européenne que l'Union pourra devenir un acteur mondial respecté et capable de contrebalancer la superpuissance hégémonique des Etats-Unis.

Luc Mampaey

DEUX NOUVEAUX RAPPORTS

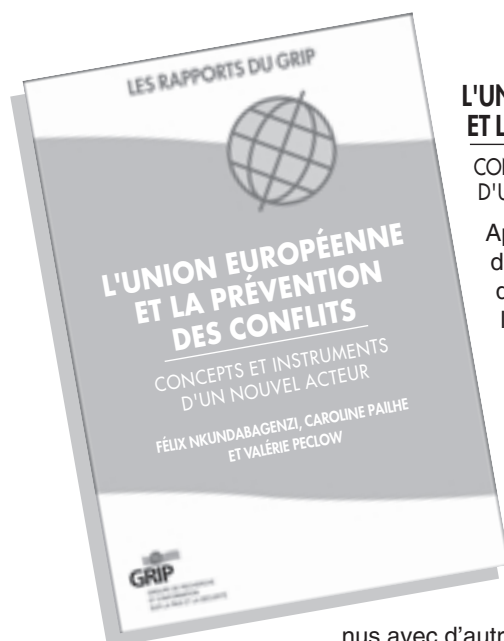
LA CHINE ET LA NOUVELLE ASIE CENTRALE

DE L'INDÉPENDANCE DES RÉPUBLIQUES CENTRASIASIATIQUES À L'APRÈS - 11 SEPTEMBRE

La Chine a entretenu au cours de l'Histoire des contacts étroits avec cette région. Ses liens ont été politiques et militaires, mais aussi culturels et commerciaux.

L'effondrement de l'URSS et le reflux de la Russie ont fondamentalement changé le paysage géopolitique régional. Depuis dix ans, Pékin a mis en œuvre une politique extérieure dont les déterminants sont à la fois systémique et interne. Ses intérêts tournent principalement autour de trois axes : la sécurité définie dans un sens large, les échanges économiques et l'accès aux hydrocarbures. Cette étude se propose d'examiner successivement ces trois axes, et de les mettre en perspective avec la nouvelle configuration politico-stratégique découlant des événements du 11 septembre.

Une étude de Thierry Kellner (historien et politologue, docteurant à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève), Rapport 2002/1, 40 pages, 8,50 euros.



L'UNION EUROPÉENNE ET LA PRÉVENTION DES CONFLITS

CONCEPTS ET INSTRUMENTS D'UN NOUVEL ACTEUR

Après le 11 septembre et la Présidence belge, quel bilan peut-on dresser des efforts déployés par l'Union européenne en matière de politique extérieure et de prévention des conflits ? Certes, cette dernière s'inscrit désormais de manière claire sur l'agenda de l'UE. Et les principaux instruments dont dispose l'Union européenne – diplomatie traditionnelle, de coopération au développement, de gestion civile et militaire des crises et des partenariats entre-

nus avec d'autres régions du monde – se verraient mis au service de la prévention.

Il n'en reste pas moins que les différents moyens de gestion civile et militaire des crises actuellement mis en place, et la prédominance aussi bien politique que financière accordée aux instruments militaires, ne facilitent pas une vision claire des objectifs et des mandats. L'idée même d'une prévention des conflits reste floue et confuse...

Une étude de Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow (chargés de recherche au GRIP), Rapport 2002/2, 72 pages, 13 euros.

Depuis plus de 20 ans, nous informons le grand public comme les responsables, notamment par nos publications, de façon à éveiller, entretenir et renforcer un courant d'opinion porteur.

Vous pouvez agir vous aussi.

Soutenez notre action :

en devenant membre

par le versement d'une cotisation annuelle. Etre membre du GRIP donne droit au trimestriel « Les Nouvelles du GRIP » ;

15 € - 16 € - 18 €

(Attention : les prix indiquent les tarifs, dans l'ordre, pour la Belgique, Autres Europe et Autres Monde)

en achetant

une ou plusieurs publications ;

en vous abonnant

aux « Livres du GRIP » et au trimestriel (le GRIP édite cinq ouvrages par an) ;

75 € - 85 € - 90 €

en prenant

l'abonnement complet

formule qui donne droit, en plus des livres et du trimestriel, aux « Rapports du GRIP » ;

125 € - 140 € - 150 €

en prenant

l'abonnement de soutien

250 € - 250 € - 250 €

en effectuant un don*

* EXONÉRATION FISCALE : Le GRIP bénéficie de l'exonération fiscale. Tout don de 30 € et plus donne droit à une attestation fiscale.

Comment se procurer les publications du GRIP

Tous les ouvrages du GRIP sont vendus en librairie.

Mais ils peuvent aussi être directement commandés au GRIP.

Envoyez-nous une lettre ou le bon de commande ci-joint – accompagné du paiement – à l'adresse du GRIP
rue Van Hoorde, 33
B-1030 Bruxelles.

Vous pouvez également commander nos publications par téléphone (32.2) 241.84.20 par fax (32.2) 245.19.33 par e-mail (publications@grip.org) ou via Internet (www.grip.org)

Modes de paiement

Belgique: virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement; chèque barré.

France: chèque barré; mandat postal international.

Luxembourg: soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP, libellé en FL.

Autres pays: virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international.

Autre moyen de paiement
Carte de crédit (VISA, Eurocard, Mastercard)
Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

VIENT DE PARAÎTRE



MONDIALISATION COMPRENDRE POUR AGIR

La mondialisation fait couler beaucoup d'encre. On en parle, on y réfléchit, on réagit.

Jusqu'à présent, peu d'ouvrages ont fait le lien entre la compréhension et l'action.

La grille proposée ici s'appuie sur l'analyse des cycles économiques longs, dits de Kondratiev, parce qu'ils prennent en compte la dimension historique. Les auteurs mettent ainsi en lumière la nature d'un phénomène intrinsèquement lié à l'histoire du capitalisme. Cette nouvelle phase,

intimement liée au développement des nouvelles technologies et de l'industrie de l'armement, est aussi caractérisée au niveau international par l'hégémonie militaire et culturelle de la puissance américaine et par l'émergence du « droit d'ingérence ».

Les réactions à la globalisation, très souvent émotionnelles, n'ont pas toujours convergé. Aujourd'hui, les alternatives à la déferlante néo-libérale – responsable de tant d'inégalités – s'ébauchent, et les résistances commencent à s'organiser.

Cet ouvrage propose donc non seulement une clé d'analyse multidisciplinaire, mais aussi la mise en perspective des points de vue d'acteurs sociaux ou de représentants de mouvements qu'on appelle désormais « alter-mondialistes ». Accessible à tout esprit curieux, il se veut un instrument d'aide à la réflexion ainsi qu'un outil pour la formation ... et l'action.

Avec **des contributions de** Samir Amin, Olivier Corten, Jacques Defourny, François Dubuisson, Susan George, François Houtart, Jean Lapeyre, Luc Mampaey, Jacques Nagels, Anne Peeters, Claude Serfati, Jean Sloover, Denis Stokkink et Gérard Valenduc.

Un ouvrage de 208 pages – **14,95 euros**.

(ISBN 2-87027-836-5)

JOURNÉE D'ÉTUDE

organisée par le GRIP, la Croix-Rouge de Belgique (Communauté francophone), l'UNICEF, Amnesty International et Human Rights Watch

L'AFRIQUE DES ENFANTS-SOLDATS

Jeudi 25 avril 2002

de 10h30 à 16h00
à la Maison internationale
(rue Haute, 139 – 1000 Bruxelles)



PROGRAMME PROVISOIRE

Conférence de presse « élargie »: Les enjeux de la Conférence des Nations unies sur l'enfance maltraitée

La situation sur le terrain: En République démocratique du Congo • Panorama général

Comment combattre ce fléau?: Quels règles et mécanismes internationaux pour protéger les enfants dans la guerre? • Hier au Mozambique, aujourd'hui dans la région des Grands Lacs: comment intégrer la question des E-S dans un processus de paix? • La démobilisation au Soudan: un exemple à suivre? • La place des enfants-soldats dans la prévention des conflits armés

Intervenants sollicités: Aldo Ajello, Colette Braeckman, Renaud Galand, Réginald Moreels, Rory Mungoven, Félix Nkundabagenzi et Yves Willemot.

Renseignements et inscription (obligatoire!): T. 02/241.84.20 – publications@grip.org